Adhésion à l'UE : La France fait un geste en direction de la Turquie

12/02/2013 à 19h43

La France a fait mardi un geste en direction de la Turquie en acceptant d'ouvrir à Bruxelles un nouveau chapitre des négociations d'adhésion de ce pays à l'Union européenne, signe du changement de perspective à Paris sur cette éventualité. Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a confirmé à son homologue turc Ahmet Davutoglu que la France allait lever son veto à l'ouverture des négociations sur la politique régionale.

François Hollande a déclaré que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne devrait se décider sur des critères politiques et économiques, une position qui contraste avec celle adoptée par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était à la tête de l'État, considérant que la Turquie ne faisait pas partie de l'Europe.

«*Je lui ai confirmé qu'on était favorables (…) à ouvrir la discussion sur le chapitre 22*», a-t-il déclaré en marge d'une conférence sur la Libye à Paris. Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Philippe Lalliot, a souligné que la France souhaitait «*apporter un nouvel élan aux relations entre l'Union européenne et la Turquie*».

Les discussions sur l'entrée de la Turquie dans l'UE restent freinées par la question de Chypre, qu'Ankara ne reconnaît pas, et par la Commission européenne, qui considère que la Turquie n'est pas prête sur le plan du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression et de culte.

Le Nouvel Obs (Merci à Joyeux luron)